

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

**LOT N°3 ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTOMOBILE-
MISSION**

Objet de la consultation

SERVICES D'ASSURANCES

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DES RISQUES	3
2. CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE »	4
3. CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE AUTOMOBILE – MISSION »	8
4. CONVENTIONS SPECIALES « ASSURANCE AUTOMOBILE »	11
CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES	11
CHAPITRE 2 – GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE	15
CHAPITRE 3 – GARANTIES DOMMAGES AU VEHICULE	17
CHAPITRE 4 – GARANTIE DEFENSE / RECOURS	22
CHAPITRE 5 – GARANTIE INDIVIDUELLE ACCIDENTS	24
DU CONDUCTEUR.....	24
5. ANNEXES.....	26

1. Présentation des risques

Les candidats doivent formuler une **offre globale et unique**, conforme aux **Conditions Particulières** et aux **Conventions Spéciales** figurant au dossier de consultation, couvrant l'ensemble des risques définis au titre du présent marché.

Il est précisé que les candidats ont la **faculté d'émettre des réserves**, exclusivement dans le **cadre de réponse technique** annexé à l'acte d'engagement.

Toutefois, le **refus du Cahier des Clauses Techniques Particulières sera considéré comme rendant l'offre irrégulière**, au sens des règles applicables à la commande publique, et entraînera **son rejet**.

Les Conditions Particulières et les **Conventions Spéciales**, formant le Cahier des Clauses Techniques Particulières, prévalent, dans la mesure où elles sont plus **favorables** à l'assuré, sur toute autre disposition de l'Assureur, notamment les Conditions Générales et les annexes. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les documents contractuels, les dispositions des Conditions Particulières et des Conventions Spéciales seront considérées comme applicables, sous réserve qu'elles présentent un caractère plus favorable pour l'assuré.

2. Conditions Particulières « Assurance Flotte Automobile »

2.1. Assuré

LE FOYER STEPHANAIS

**185 RUE DU PRE ROQUETTE
76801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX**

agissant tant pour son compte que pour celui de ses sociétés qui composent le groupe et de qui il appartiendra.

2.2. Véhicules assurés

Les véhicules assurés sont ceux qui composent le parc "automobile" de l'assuré y compris les véhicules prêtés ou mis à disposition au profit des partenaires du **FOYER STEPHANAIS**

Les garanties s'appliquent à tous les véhicules terrestres à moteur (soumis à l'obligation d'assurance ainsi qu'à leurs remorques et semi-remorques quelles que soient leur marque, leur forme, leur force, leur localité de garage habituel) :

- véhicules légers, véhicules lourds ;
- remorques, appareils, équipements et engins attelés (sans limitation de poids) ;
- 2/3 roues.

Les garanties sont acquises également sur les équipements et aménagements des véhicules, logos compris.

Les véhicules couverts sont ceux :

- appartenant et immatriculés au Souscripteur ;
- faisant l'objet, au bénéfice du Souscripteur, d'un contrat de location de longue durée (12 mois et plus) ou d'un leasing ;
- pris en location de courte durée ou prêtés au Souscripteur (à l'assuré) la location ou le prêt s'établissant par tous moyens de preuve.

Les garanties seront automatiquement acquises pour tout sinistre causé par un véhicule de remplacement, de substitution, nouvellement mis en circulation.

Les nouveaux véhicules seront automatiquement assurés sans déclaration préalable de l'assuré qui fera une déclaration annuelle de l'état du parc à l'Assureur.

Les véhicules assurés seront considérés comme tiers entre eux.

Les véhicules peuvent être utilisés par tout conducteur sans limitation d'âge ou d'ancienneté de permis de conduire, de jours ou d'heures, y compris par les préposés pour leur usage personnel comprenant notamment la conduite dite accompagnée.

En outre, les garanties de la police restent acquises, lorsqu'à l'insu du Souscripteur, le véhicule est conduit par un enfant mineur ou par un conducteur, non titulaire d'un permis en état de validité ou en état d'ivresse, sauf dans le cas où ces deux dernières situations étaient connues du souscripteur.

2.3. Montant des garanties et franchises

2.3.1 – Solution de base (Référence obligatoire)

La solution de base inclut les garanties suivantes, avec des franchises et limitations définies dans le tableau ci-dessous.

Tout candidat doit répondre à **cette solution minimale**, sous peine de rejet de l'offre.

GARANTIES ACCORDÉES (Tous Véhicules)

(En référence des Conventions Spéciales « Assurance Flotte Automobile »)

Responsabilité Civile Automobile (par sinistre)

Nature des garanties	Montants garantis	Franchise
Dommages corporels	Illimités	0 €
Dommages matériels et immatériels consécutifs	100 000 000 €	0 €
Dont : dommages matériels d'incendie ou d'explosion résultant d'une pollution	3 100 000 €	0 €
Dont : dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux appareils de navigation aérienne et autres aéronefs	1 120 000 €	0 €
Dont : dommages immatériels non consécutifs	1 500 000 €	0 €

Responsabilité Civile « fonctionnement comme outil »

Nature des garanties	Montants garantis	Franchise
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs	8 000 000 €	0 €

Protection Juridique

Nature des garanties	Montants garantis	Seuil
Défense / Recours	20 000 €	200 €

GARANTIES ACCORDÉES (selon les catégories de véhicules)

Nature des garanties	PTAC ≤ 3,5 t	PTAC > 3,5 t ≤ 7 ans	Engins / Remorques ≤ 10 ans
Dommages Tous Accidents (DTA)	Inclus (Franchise : 300 €)	Inclus (Franchise : 1 000 €)	Inclus (Franchise : 250 €)
Incendie	Inclus (Franchise : 300 €)	Inclus (Franchise : 1 000 €)	Inclus (Franchise : 250 €)
Vol et tentative de vol	Inclus (Franchise : 300 €)	Inclus (Franchise : 1 000 €)	Inclus (Franchise : 250 €)
Bris de glace	Inclus (Franchise : 0 €)	Inclus (Franchise : 300 €)	Sans objet
Forces de la nature	Inclus (Franchise : 200 €)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)
Catastrophes naturelles	Inclus (Franchise : dispositions légales)	Inclus (Franchise : dispositions légales)	Inclus (Franchise : dispositions légales)
Effets, Objets, Accessoires (2 000 €)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)
Logo, peinture, signalétique (5 000 €)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)
Dépannage, remorquage, assistance 0 km	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)
Matériel et marchandises transportées (4 000 €)	Inclus (Franchise : 200 €)	Inclus (Franchise : 200 €)	Inclus (Franchise : 200 €)
Véhicule de remplacement	Inclus (Panne : 3 j / 15 j max – Accident : 0 j / 15 j max)	Inclus (Panne : 3 j / 15 j max – Accident : 0 j / 15 j max)	Inclus (Panne : 3 j / 10 j max – Accident : 0 j / 10 j max)
Perte financière	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)	Inclus (Franchise : Néant)
Dommages corporels du conducteur	Inclus (Franchise : 5 % IPP – Plafond : 300 000 €)	Inclus (Franchise : 5 % IPP – Plafond : 300 000 €)	Inclus (Franchise : 5 % IPP – Plafond : 300 000 €)

Les véhicules à assistance électrique sont garantis.

Déclaration annuelle des mouvements : la prime est régularisée selon la règle de la semi-différence (cf. conventions spéciales).

Rappel :

L'ensemble des garanties sera acquis automatiquement à tous nouveaux véhicules intégrant le parc assuré et ce, dès sa mise en circulation et sans déclaration préalable à l'Assureur.

2.4. Clauses particulières

2.4.1. Convention

La garantie Responsabilité Civile est acquise au Souscripteur en sa qualité de Commettant, lorsqu'au moment du sinistre, le préposé ne peut justifier être titulaire du permis de conduire en état de validité.

Cette garantie est acquise dans les circonstances suivantes :

Lorsque le permis du préposé a fait l'objet d'une annulation, d'une suspension, d'une restriction de validité ou d'un changement de catégorie par décision judiciaire ou administrative et que ces mesures ne leur ont pas été notifiées et ont été ignorées par eux. Dans ce cas, la garantie reste acquise à condition que la date du retrait effectif ou de la rectification matérielle du permis soit postérieure à la date d'embauche.

Lorsque le préposé ne respecte pas, à l'insu du Souscripteur du présent contrat ou du propriétaire du véhicule assuré, les mentions portées sur son permis de conduire ou visant l'obligation du port de verres correcteurs ou d'appareils de prothèse.

2.4.2. Franchise "jeune conducteur"

Aucune franchise ne sera appliquée.

3. Conditions Particulières « Assurance Automobile – Mission »

3.1. Souscripteur

LE FOYER STEPHANAIS

**42 BIS, AVENUE AMBROISE CROIZAT
BP20
76801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX**

représenté par son Directeur Général,

3.2. Objet de la garantie

Le présent contrat garantit :

- le Souscripteur en sa qualité de Commettant ;
- ses administrateurs ou représentants désignés ainsi que les salariés, préposés et stagiaires lorsqu'ils utilisent leur propre véhicule ou un véhicule confié pour effectuer des déplacements nécessités par les besoins de la fonction ou du service.

Il faut souligner que ladite assurance se substitue intégralement à l'assurance automobile personnelle.

Est assuré tout véhicule de moins de 3,5 tonnes, y compris les 2/3 roues.

Les garanties s'appliquent automatiquement à tous les déplacements nécessités par les besoins du service, sans déclaration préalable de l'assuré et sans accord préalable de l'Assureur, sans formalité d'inscription sur un registre, sans liste des personnes et des véhicules concernés.

En outre, les garanties de la police sont acquises, lorsqu'à l'insu du Souscripteur, le véhicule est conduit par un conducteur non titulaire d'un permis en état de validité ou par un enfant mineur.

3.3. Montant des garanties et des franchises

3.3.1 – Solution de base (Référence obligatoire)

La solution de base inclut les garanties suivantes, avec des franchises et limitations définies dans le tableau ci-dessous.

Tout candidat doit répondre à **cette solution minimale**, sous peine de rejet de l'offre.

GARANTIES ACCORDÉES (Tous Véhicules)

(En référence des Conventions Spéciales « Assurance Flotte Automobile »)

Responsabilité Civile Automobile (par sinistre)

Nature des garanties	Montants garantis	Franchise
Dommages corporels	Illimités	0 €
Dommages matériels et immatériels consécutifs	100 000 000 €	0 €
Dont : dommages matériels d'incendie ou d'explosion résultant d'une pollution	3 100 000 €	0 €
Dont : dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux appareils de navigation aérienne et autres aéronefs	1 120 000 €	0 €
Dont : dommages immatériels non consécutifs	1 500 000 €	0 €

Responsabilité Civile « fonctionnement comme outil »

Nature des garanties	Montants garantis	Franchise
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs	8 000 000 €	0 €

Protection Juridique

Nature des garanties	Montants garantis	Seuil
Défense / Recours	20 000 €	200 €

GARANTIES ACCORDÉES

Nature des garanties	PTAC ≤ 3,5 t
Dommages Tous Accidents (DTA)	Inclus (Franchise : 300 €)
Incendie	Inclus (Franchise : 300 €)
Vol et tentative de vol	Inclus (Franchise : 300 €)
Bris de glace	Inclus (Franchise : 0 €)
Forces de la nature	Inclus (Franchise : 200 €)
Catastrophes naturelles	Inclus (Franchise : dispositions légales)
Effets, Objets, Accessoires (2 000 €)	Inclus (Franchise : Néant)
Dépannage, remorquage, assistance 0 km	Inclus (Franchise : Néant)
Matériel et marchandises transportées (4 000 €)	Inclus (Franchise : 200 €)
Véhicule de remplacement	Inclus (Panne : 3 j / 15 j max – Accident : 0 j / 15 j max)
Perte financière	Inclus (Franchise : Néant)
Dommages corporels du conducteur	Inclus (Franchise : 5 % IPP – Plafond : 300 000 €)

1) AIPP = Atteinte permanente à l'Intégrité Physique et Psychique

Les garanties s'appliquent automatiquement à tous les déplacements nécessités par les besoins du service, sans déclaration préalable de l'assuré et sans accord préalable de l'Assureur, sans formalité d'inscription sur un registre, sans liste des personnes et des véhicules concernés.

3.4. Exclusions

Sont exclus :

- **Les dommages causés ou subis par les véhicules dont le Souscripteur est propriétaire, locataire, gardien ou dont il a l'usage.**
- **Les dommages causés ou subis par les véhicules garantis lorsqu'ils sont utilisés pour des besoins privés ou pour effectuer le trajet domicile-lieu de travail et retour, sauf dans le cas où le risque de trajet constitue un élément de la mission et donne lieu à une indemnité kilométrique.**

4. Conventions Spéciales « Assurance Automobile »

Chapitre 1 – Dispositions communes aux garanties

Article 1 – Définitions

Assuré

Le souscripteur ainsi que les personnes visées par les textes relatifs à l'obligation d'assurance Automobile.

L'Assureur renonce à recours contre l'assuré autorisé à conduire, même lorsque celui-ci n'a pas été autorisé par le propriétaire du véhicule ou le Souscripteur.

Véhicules assurés

Les véhicules couverts au titre du présent contrat figurent aux Conditions Particulières.

Par "véhicule assuré", il est convenu d'entendre tout véhicule terrestre à moteur, toute remorque ou semi-remorque construite en vue d'être attelée à un véhicule terrestre à moteur, tout appareil terrestre attelé à un véhicule terrestre à moteur, sous réserve qu'il satisfasse aux conditions prévues par l'un au moins des alinéas suivants :

- être la propriété certaine du Souscripteur ;
- être sous la garde juridique du Souscripteur en vertu d'un contrat de location de longue durée, c'est-à-dire supérieur à un an, ou de crédit-bail, soit dans le cadre d'une dotation de l'État ;
- être à lui confié en cas d'indisponibilité fortuite d'un véhicule défini ci-avant et à charge pour le Souscripteur d'apporter la preuve de cette indisponibilité sur simple demande de l'Assureur.

Usage des véhicules

Les véhicules sont utilisés tant pour les déplacements privés que professionnels, à l'exception :

- **de la location à autrui avec ou sans chauffeur ;**
- **des transports de voyageurs ou de marchandises à titre onéreux.**

Les remorques ou appareils terrestres non automoteurs, d'un poids total en charge de 750 kg, attelés à un véhicule assuré par le présent contrat, bénéficient des garanties sans qu'il en soit fait mention aux Conditions Particulières.

Article 2 – Exclusions communes

Sont exclus :

2.1. Les dommages causés lorsque le conducteur du véhicule au moment du sinistre n'a pas l'âge requis ou n'est pas titulaire du permis de conduire en état de validité (ni suspendu, ni retiré, ni périmé) exigé par la réglementation française pour sa conduite.

La garantie reste cependant acquise dans les cas suivants :

- Le permis n'est pas valable pour des raisons :
 - tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ;
 - dues au non-respect de conditions restrictives d'utilisation, autres que celles tenant aux catégories de véhicule.
- Le véhicule est utilisé par un enfant mineur, non émancipé, du Souscripteur ou du propriétaire du véhicule, ou du gardien autorisé par l'un deux, et à leur insu.
- Le conducteur est un préposé du Souscripteur ou du propriétaire du véhicule, et ceux-ci :
 - ont été induits en erreur sur la validité du permis du préposé par la production de documents faux ou falsifiés ;
 - ou n'ont pas été informés des modifications apportées, après son embauche, dans la validité du permis du préposé ;
 - ou ne savent pas que le préposé ne respecte pas les mentions portées sur son permis ;
 - ou ne savent pas que le préposé a fait l'objet, postérieurement à son embauche, d'une mesure de suspension, annulation ou restriction de validité de son permis.

2.2. Les dommages subis par des personnes transportées à titre onéreux.

La garantie reste cependant acquise lorsque le contrat est établi pour un véhicule déclaré servir à cet usage.

2.3. Les dommages subis par des personnes transportées dans des conditions de sécurité insuffisantes.

Ces conditions sont définies par arrêté ministériel, à savoir :

- **véhicule de tourisme : les personnes transportées doivent être à l'intérieur du véhicule.**
- **véhicules utilitaires : elles doivent être soit à l'intérieur de la cabine, soit sur un plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée sans que leur nombre (en sus du conducteur) puisse excéder huit personnes au total ou cinq hors de la cabine (les enfants de moins de dix ans n'étant comptés que pour moitié) ;**

- **autocars : passagers transportés dans la limite du nombre prévu sur la carte violette du véhicule et conformément à la réglementation en vigueur ;**
- **véhicules 2/3 roues : le nombre de personnes transportées ne devra pas dépasser le nombre de places prévu par le constructeur ; pour les véhicules à 2 roues, il est admis une personne transportée en sus du conducteur ;**
- **remorque ou semi-remorque affectée au transport de personnes, spécialement agréée pour cette utilisation : les personnes devant être transportées à l'intérieur de celle-ci ;**
- **tracteurs n'entrant pas dans la catégorie "véhicule utilitaire" : nombre de places prévues par le constructeur.**

2.4. Les dommages que les personnes assurées auraient causés intentionnellement.

La garantie reste cependant acquise au bénéfice de l'assuré civilement responsable des personnes ayant intentionnellement causé le dommage.

2.5. Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

2.6. Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions, ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, lorsque l'assuré y participe en qualité de concurrent, d'organisateur ou de préposé de l'un deux.

2.7. Les dommages occasionnés par une guerre étrangère ou par une guerre civile.

2.8. Les dommages provenant d'émeutes ou mouvements populaires, d'actes de terrorisme et de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées, sauf ce qui est dit à l'article 10 ci-après.

Article 3 – Acquisition des garanties

Pour un nouveau véhicule, les Conditions Particulières indiquent les garanties énoncées par le présent contrat, qui sont acquises automatiquement, c'est-à-dire sans déclaration préalable de l'assuré, dès l'instant de la mise en circulation.

Si le Souscripteur désire bénéficier, pour un véhicule existant ou pour un nouveau véhicule des garanties autres que celles mentionnées aux Conditions Particulières, elles sont acquises dès réception d'un courrier ou d'une télécopie par l'Assureur ou le Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

Article 4 – Régularisation de la prime provisionnelle

Suivant mention aux Conditions Particulières, en vue de modification en cours d'année d'assurance du parc des véhicules assurés (ou des garanties), la prime est régularisée selon la règle de la semi-différence.

Quand les états de parc sont exigés, ils doivent être communiqués dans les deux mois qui suivent l'échéance annuelle ou la demande de l'Assureur.

Article 5 – Dispositions diverses

5.1. Domiciliation

L'assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

5.2. Compétence judiciaire

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

5.3. Résiliation

Les parties se réservent la faculté de résilier le présent contrat à l'expiration de chaque année d'assurance, à charge par celle qui veut résilier de prévenir l'autre par lettre recommandée moyennant le respect du préavis prévu au présent marché.

L'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre tant que le montant des indemnités payées par lui ne dépasse pas une fois le montant de la prime.

En cas de résiliation par l'assureur suite à sinistre, elle prend effet quatre mois après notification par lettre recommandée, sans que ce délai puisse excéder la date de la prochaine échéance annuelle, à moins que le souscripteur n'accepte de payer un prorata de prime pour le nombre de jours qui excède l'échéance.

En cas de majoration de prime par suite d'une modification de tarif, le Souscripteur peut résilier le contrat dans les trente jours qui suivent celui où il a eu connaissance de la modification.

5.4. Paiement des primes

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les Compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

Les Compagnies considèrent également que les garanties sont acquises lorsque le paiement des primes comptant supporte un retard lié aux contraintes administratives.

Chapitre 2 – Garantie Responsabilité Civile

Article 6 – Étendue de la garantie

La garantie Responsabilité Civile a pour objet de satisfaire à l'obligation d'assurance prescrite à l'Article L. 211-1 du Code des Assurances.

Elle s'applique aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'assuré peut encourir en raison de dommages subis par des tiers résultant d'atteintes aux personnes ou aux biens et dans lesquels le véhicule a été impliqué, qu'il soit en circulation ou hors circulation.

Sont notamment garantis les dommages résultant :

- d'accident, d'incendie ou d'explosions causées par le véhicule, les accessoires et les produits servant à son utilisation, les objets ou substances qu'il transporte ;
- de la chute de ces accessoires, produits, objets ou substances ;
- d'une opération occasionnelle de remorquage d'un véhicule en panne ;
- du risque de fonctionnement, y compris les opérations de chargement et de déchargement, effectué à l'aide d'appareillages spéciaux dont peuvent être équipés les véhicules assurés.

La garantie est également acquise à l'assuré lorsque, en cas de vente d'un véhicule assuré par le présent contrat, sa Responsabilité Civile est recherchée pour un vice caché suite à un dommage causé par ledit véhicule ; la présente garantie s'applique aux sinistres survenus pendant la période de validité du présent contrat et ayant impliqué des véhicules vendus pendant la même période.

L'assuré déclare que sa profession n'a aucun rapport avec celle de garagiste ou de personne pratiquant habituellement le courtage, la vente, la réparation et le dépannage ou le contrôle des véhicules.

Article 7 – Montant de la garantie

Ce montant est conforme à l'obligation légale d'assurance.

Les sous-limitations autorisées sont, suivant le cas, indiquées aux Conditions Particulières.

Article 8 – Étendue géographique

La garantie Responsabilité Civile s'applique en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de l'Union Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 9 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus :

- 9.1. Les dommages subis par le conducteur**, sauf si la responsabilité en incombe à un autre assuré.
- 9.2. Les dommages subis par les préposés de l'assuré responsable pendant leur service** (les recours prévus par les textes légaux restent garantis).
- 9.3. Les dommages subis par les immeubles, choses ou animaux appartenant, loués ou confiés au conducteur** (la responsabilité de l'assuré pour les dommages causés par incendie ou explosion à l'immeuble dans lequel le véhicule est stationné restent garantis).
- 9.4. Les dommages subis par le véhicule assuré ainsi que par les marchandises et objets qu'il transporte.**
- 9.5. Les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il est confié, en raison de ses fonctions, à un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile**, sauf lorsque le véhicule est confié aux ateliers de réparations de l'assuré.

Chapitre 3 – Garanties Dommages au Véhicule

Article 10 – Les différentes garanties Dommages

Les différentes garanties "Dommages" sont acquises en cas de mention aux Conditions Particulières.

10.1. Incendie

La garantie s'applique aux dommages subis par le véhicule et causés par :

- un incendie ou une explosion, même provoqué par émeute, mouvement populaire, acte de terrorisme ou de sabotage, attentat ;
- une chute de la foudre ;
- une action de l'électricité sur l'appareillage électrique provoquant une combustion lente et sans flamme.

10.2. Vol

La garantie s'applique lorsque le véhicule a disparu ou a été endommagé à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol du véhicule, caractérisée par un ensemble d'indices sérieux la rendant vraisemblable, tels que le forçage de la direction ou de la serrure de blocage de celle-ci, des dégradations de l'appareillage électrique de démarrage.

La garantie intervient également :

- en cas de vol d'une partie essentielle au fonctionnement du véhicule sans qu'il y ait vol complet du véhicule ;
- aux détériorations causées par l'effraction du véhicule à la suite du vol ou d'une tentative de vol du contenu du véhicule ;
- pour le remboursement des frais engagés avec l'accord de l'Assureur ou exposés légitimement par l'assuré pour récupérer le véhicule volé. Les frais de fourrière sont pris en charge ; toutefois, le délai est réduit à 72 heures après la notification à l'assuré d'avoir à récupérer son véhicule.

10.3. Bris de glaces

La garantie s'applique aux bris de glaces résultant de tous événements et atteignant le pare-brise, la glace-arrière, les glaces latérales et les portières, les glaces des projecteurs avants (phares, antibrouillards...), les glaces des toits ouvrants et/ou panoramiques, le bloc optique des phares ainsi que leur verre de protection, les miroirs des rétroviseurs.

10.4. Dommages tous accidents (garantie "tous risques")

La garantie s'applique aux dommages subis par le véhicule à la suite :

- d'un choc ou du renversement du véhicule et de tout objet fixe ou mobile, cycliste, piéton ou animal,
- retournement du capot ou d'une portière du véhicule assuré, immersion accidentelle.
- dommages mécaniques ou électriques non consécutifs à un choc, occasionnés au véhicule assuré par un animal,
 - dommages électriques en cas de versement accidentel d'un liquide à l'intérieur du véhicule assuré,
 - projection de substances tâchântes ou corrosives,
 - d'une émeute, d'un mouvement populaire, acte de terrorisme ou de sabotage, d'un attentat ou d'un acte de vandalisme ;
- de l'un des événements suivants : inondation, tempête, grêle, ouragan, trombe, tornade, cyclone, chute de pierres, chute de neige provenant des toits, glissement ou affaissement de terrain, avalanche, poids de la neige sauf s'ils entrent dans le cadre de la garantie légale "Catastrophes Naturelles".

10.5. Catastrophes Naturelles (Loi n° 82-600 du 13/07/1982)

Cette garantie intervient lorsque les dommages ont pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

La garantie est mise en jeu après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel, ayant constaté l'état de "Catastrophe Naturelle" et pour autant qu'une des garanties Dommages tous accidents, Incendie, Vol ait été souscrite.

L'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre ; il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Le montant de la franchise est fixé à environ 230 € par arrêté du 07/09/1983 (ce montant suit les variations décidées par les Pouvoirs Publics).

Article 11 – Montant des garanties

11.1. Cas général

Dans le cadre des garanties "Dommages", l'Assureur couvre le remboursement du coût des réparations ou de celui du remplacement des pièces détériorées dans la limite de la valeur à dire d'expert, du véhicule assuré au jour du sinistre.

La garantie s'applique en outre :

- aux options, aménagements et équipements prévus au catalogue du constructeur ;
- au système de surveillance électronique du véhicule.

Le règlement intervient :

- sous déduction de la franchise prévue aux Conditions Particulières et en cas de perte totale, de la valeur de l'épave ;
- T.V.A. comprise ou, le cas échéant, hors T.V.A. (chaque fois que l'assuré est susceptible de récupérer la T.V.A., ou pour les véhicules sous contrat de crédit-bail – leasing – ou de location).

En ce qui concerne la garantie Bris de glace, l'Assureur couvre, sans franchise, le coût du remplacement ainsi que les frais y afférant.

11.2. Particularités concernant certains véhicules de tourisme à 4 roues

L'indemnisation de ces véhicules, achetés neufs par l'assuré, détruits à plus de 85% de leur prix d'acquisition ou disparus à la suite d'un vol, s'effectue sur les bases suivantes :

- véhicule garanti en valeur d'achat jusqu'à ses 36 mois. Au-delà, valeur à dire d'expert majorée.

11.3. Particularités concernant les véhicules sous contrat de location ou de crédit-bail

Aucun paiement d'indemnité (sauf Bris de glaces) n'est effectué sans l'accord de l'organisme loueur désigné à l'Assureur.

En cas de perte totale d'un véhicule loué en crédit-bail ou en location longue durée, l'indemnité calculée comme il est dit ci-dessus est versée à la société propriétaire du véhicule, à due concurrence du montant des loyers non échus et des pénalités de résiliation au jour du sinistre.

L'indemnisation comprend donc la différence entre la valeur du véhicule et la réclamation du loueur diminuée du montant de la T.V.A. que l'assuré peut récupérer.

Article 12 – Garantie des accessoires, bagages et objets transportés

Cette garantie est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières et à concurrence du capital indiqué.

Elle s'applique dans les conditions des garanties "Dommages" souscrites par le présent contrat :

- aux accessoires, aménagements et équipements non prévus par le catalogue du constructeur du véhicule ;
- aux bagages, effets vestimentaires et objets personnels du conducteur ou des passagers, outillage et biens professionnels.

Lorsque la garantie "vol" est souscrite, la présente garantie est acquise à l'assuré même sans vol du véhicule lui-même, sous réserve que le vol ait lieu dans les circonstances visées ci-après :

- à l'occasion d'un accident du véhicule ;
- par effraction non équivoque avec ou sans usage de fausses clefs ;
- s'il y a menaces contre le conducteur ou un passager ;
- à l'intérieur d'un garage, à la condition qu'il y ait soit effraction, soit escalade, soit usage de fausses clefs.

Article 13 – Étendue géographique

Les garanties légales "Attentats" et "Catastrophes Naturelles" s'appliquent en France.
Les autres garanties s'appliquent en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de l'Union Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Les garanties sont en outre étendues aux dommages subis par le véhicule lorsqu'il est transporté par voie terrestre, maritime, fluviale ou aérienne entre pays indiqués ci-dessus ; en cas de transport aérien ou maritime, les garanties sont limitées au cas de perte totale du véhicule.

Article 14 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus :

- 14.1. Les dommages subis par le véhicule lorsque l'assuré au moment du sinistre conduit sous l'empire d'un état alcoolique défini en fonction du taux d'alcoolémie fixé par la réglementation en vigueur dans le pays concerné, et qu'il est établi que l'accident est en relation avec cet état ; cette exclusion n'est opposable qu'au propriétaire du véhicule lorsqu'il est conducteur.**
- 14.2. Les dommages indirects tels que privation de jouissance, dépréciation du véhicule assuré ainsi que les frais de dépannage, de remorquage ou de stationnement dans un garage.**
- 14.3. Les dommages occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée** (sauf si ces événements sont reconnus comme constituant une Catastrophe Naturelle).
- 14.4. Les dommages atteignant le contenu du véhicule**, sauf ce qui est dit à l'article 12.
- 14.5. Pour la garantie Incendie, les dommages atteignant un seul élément, module ou composant électrique, ainsi que les brûlures et accidents de fumeur.**
- 14.6. Pour la garantie Vol, les vols commis pendant leur service par les préposés de l'assuré ou avec leur complicité** (la garantie est toutefois maintenue quand une plainte contre ces personnes est déposée et maintenue), **ainsi que ceux commis par**

les membres de la famille de l'assuré sous son toit ou avec la complicité de ces personnes.

- 14.7. Pour la garantie Dommages tous accidents, les dommages subis par les pneumatiques, sauf dans le cas où il y a d'autres dommages au véhicule.**

Chapitre 4 – Garantie Défense / Recours

Article 15 – Étendue de la garantie

Cette garantie est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières et à concurrence du montant indiqué.

15.1. Garantie Défense

L'Assureur pourvoit à la défense de l'assuré devant les tribunaux ou commissions de retrait de permis à la suite d'un accident ou d'une infraction à la circulation routière impliquant le véhicule assuré.

15.2. Garantie Recours

L'Assureur exerce au profit de l'assuré tous recours amiables ou judiciaires pour obtenir du tiers responsable, réparation de tout préjudice subi à l'occasion d'un accident impliquant le véhicule assuré.

L'Assureur fournit au propriétaire du véhicule assuré une avance sur les indemnités qu'il est en droit d'obtenir en raison des dommages matériels occasionnés à son véhicule, par un autre véhicule valablement assuré en France et dont la responsabilité a été établie et acceptée.

Cette avance peut être subordonnée à la réparation préalable du véhicule.

15.3. Libre choix par l'assuré de l'avocat et arbitrage

En cas de défense pénale et de recours civil, l'assuré conserve le libre choix de l'avocat ou de toute autre personne qualifiée par la Législation ou la Réglementation en vigueur, y compris lorsque survient un conflit d'intérêts entre l'assuré et l'Assureur.

En cas de contestation sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire contre le responsable d'un dommage, les parties nomment chacune un arbitre ; ces deux arbitres, s'ils ne peuvent trouver un terrain d'entente, sont départagés par un tiers arbitre nommé par eux ou à défaut d'accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance du domicile de l'assuré statuant en référé ; les frais sont à la charge de l'Assureur.

Si contre l'avis des arbitres, l'assuré plaide à son compte et obtient une solution plus favorable que celle proposée par les arbitres, l'Assureur lui rembourse dans la limite de la garantie et sur justification, les débours qu'il a exposés et dont le montant n'a pas été supporté par l'adversaire.

Article 16 – Étendue géographique

La garantie s'applique en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de l'Union Européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 17 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2,

17.1. L'Assureur ne garantit pas le remboursement des amendes et de leurs accessoires.

17.2. L'Assureur n'intervient pas dans le cadre de la garantie Défense pénale :

- **lorsque le véhicule assuré est confié, en raison de ses fonctions, à un professionnel de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, sauf lorsque le véhicule est confié aux ateliers de réparations de l'assuré.**
- **lorsque l'assuré est poursuivi en dehors d'un accident sous le seul motif de conduite sous l'empire d'un état alcoolique défini en fonction du taux d'alcoolémie fixé par la réglementation en vigueur (article L. 1 du Code de la Route).**

Chapitre 5 – Garantie Individuelle Accidents du Conducteur

Article 18 – Objet de la garantie

Cette garantie est acquise en cas de mention aux Conditions Particulières.

Elle intervient pour les dommages corporels subis par le conducteur autorisé.

Elle s'applique aux dommages survenus lors d'un accident de la circulation. Les accidents survenant lors de la montée ou de la descente du véhicule lors de sa mise en marche, son dépannage ou son sauvetage, sont également garantis.

Elle se réfère à l'indemnisation d'un dommage corporel suivant les règles du droit commun et tous les préjudices concernés sont indemnisés suivant les critères habituels ; le capital indiqué aux Conditions Particulières représente le plafond de l'indemnisation.

Sa mise en œuvre est indépendante :

- de la part éventuelle de responsabilité du conducteur dans l'accident ;
- de l'implication d'un tiers (autre conducteur, cycliste, piéton), d'un animal ou d'un objet quelconque dans la survenance de l'accident.

Article 19 – Modalités d'application

Lorsque l'accident engage totalement ou partiellement la responsabilité d'un tiers, le règlement effectué au profit du conducteur ou de ses ayants droit prend la forme d'une avance sur recours et l'Assureur est subrogé dans les droits de son assuré à l'encontre des tiers et de leurs Assureurs.

Si le recours aboutit à l'obtention d'une somme supérieure à celle dont l'Assureur a fait l'avance (notamment compte tenu du plafonnement de l'indemnisation), le surplus est reversé à la victime ou, le cas échéant, à ses ayants droit.

Dans le cas contraire, l'indemnité versée demeure acquise à la victime ou à ses ayants droit.

Article 20 – Étendue géographique

La garantie s'applique en France, dans les pays limitrophes, dans les pays de l'Union européenne, ainsi que dans les pays mentionnés sur la Carte Verte en cours de validité.

Article 21 – Exclusions spécifiques

Outre les exclusions communes mentionnées à l'article 2, sont exclus les dommages subis :

- 21.1. Par le conducteur et les personnes transportées en cas de conduite sous l'empire d'un état alcoolique défini en fonction du taux d'alcoolémie fixé par la réglementation en vigueur, s'il est établi que l'accident est en relation avec cet état.**
- 21.2. Par les personnes atteintes antérieurement d'Invalidité Permanente Totale.**
- 21.3. Par les personnes transportées à titre onéreux.**
- 21.4. Par les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle de l'automobile, dans l'exercice de leurs fonctions.**

Article 22 – Déclaration de sinistre

L'assuré doit déclarer le sinistre à l'Assureur par écrit ou verbalement contre récépissé. Cette déclaration doit être faite, sauf cas fortuit ou de force majeure, dans les trente jours, date à laquelle l'assuré ou le service ou les personnes en charge des assurances en a eu connaissance.

En cas de mise en jeu de la garantie Vol, la déclaration à l'Assureur doit être faite dans les deux jours ouvrés. En outre, l'assuré doit dans ce cas, dans le même délai, aviser le commissariat de police ou la gendarmerie de la localité.

5. Annexes

- **ETAT DU PARC AUTOMOBILE EN COURS**
- **STATISTIQUE SINISTRES : FLOTTE AUTOMOBILE ET AUTOMOBILE-MISSION**
- **CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES A REMPLIR**